Le « roi est nu ». Les imaginaires du sacré dans la tourmente judiciaire

Procès autour des regalia de la royauté sakalava du Boina, nord-ouest de Madagascar, 1957-2006

Marie Pierre Ballarin

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/15442>

DOI : 10.4000/etudesafriaines.15442

ISSN : 1777-5353

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 9 décembre 2008

Pagination : 665-686

ISSN : 0008-0055

Référence électronique

Marie Pierre Ballarin, « Le « roi est nu ». Les imaginaires du sacré dans la tourmente judiciaire », *Cahiers d'études africaines* [En ligne], 192 | 2008, mis en ligne le 01 janvier 2010, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/15442> ; DOI : 10.4000/etudesafriaines.15442

Cet article est disponible en ligne à l'adresse :

http://www.cairn.info/article.php?ID_REVUE=CEA&ID_NUMPUBLIE=CEA_192&ID_ARTICLE=CEA_192_0665

Le « roi est nu ». Les imaginaires du sacré dans la tourmente judiciaire. Procès autour des regalia de la royauté sakalava du Boina

par Marie Pierre BALLARIN

| Editions de l'EHESS | *Cahiers d'études africaines*

2008/4 - n° 192

ISSN 0008-0055 | ISBN 9782713221859 | pages 665 à 686

Pour citer cet article :

— Ballarin M., Le « roi est nu ». Les imaginaires du sacré dans la tourmente judiciaire. Procès autour des regalia de la royauté sakalava du Boina, nord-ouest de Madagascar, 1957-2006, *Cahiers d'études africaines* 2008/4, n° 192, p. 665-686.

Distribution électronique Cairn pour Editions de l'EHESS .

© Editions de l'EHESS . Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Marie Pierre Ballarin

Le « roi est nu » Les imaginaires du sacré dans la tourmente judiciaire

Procès autour des *regalia* de la royauté sakalava
du Boina, nord-ouest de Madagascar, 1957-2006*

Dans les royaumes du Menabe et du Boina de l'ouest malgache, la confection des reliques issues des corps des rois¹, le culte qui leur est rendu à travers la cérémonie du bain, le fait que leur détention soit la condition primordiale du pouvoir contribuent à singulariser la dynastie et le roi, porteur du *hasina*², force d'origine sacrée bénéfique mais potentiellement dangereuse. La fabrication de reliques à partir des corps des souverains est commune en Afrique, mais est devenue la règle au moment de la formation des grandes monarchies au XVIII^e siècle. Le pouvoir y a puisé son fondement idéologique³. Dans la ville de Majunga (région du Boina), les reliquaires

* Je suis redevable à Chantal Blanc-Pamard pour sa relecture attentionnée de cet article.

1. Il s'agit des restes du corps du roi, extraits à la mort de celui-ci (des cheveux, une dent, un ongle, un fragment du frontal, la première vertèbre cervicale). Les reliques sont conservées dans une petite maison en bois, le *zomba*, elle-même située dans un enclos sacré, le *doany*.
2. Le *hasina* est une force d'origine mythique associée à la royauté, mais c'est aussi le pouvoir de bénir d'une façon générale, mais c'est une force qui peut être néfaste, *hery*, définissant des êtres dangereux. Sur cette notion de *hasina*, voir la thèse de F. RAISON-JOURDE (1991 : 84-85) et M. BLOCH (1986 : 41).
3. En Occident, le culte des reliques est au centre du christianisme. Soit restes d'un corps de saint, soit objets considérés comme sanctifiés à leur contact, leur étude est traditionnellement assignée à l'attention des historiens du Moyen-Âge européen (pèlerinages, vols de reliques, histoire des saints...). Cependant, O. VINCENT (2002) montre combien est encore actuelle l'exhibition des crânes-reliques de saints dans la région de Limoges renouvelée tous les sept ans depuis le XVII^e siècle. Ces fêtes ostensionnaires permettent de construire un lien étroit entre l'espace géographique et politique de vie (le terroir communal) et une entité transcendante à la fois divine et humaine (le saint), objectifiée, là aussi, dans une relique. En vénérant leurs saints, les participants revendiquent, symboliquement, aussi sur le mode politique une souveraineté sociale.

royaux sont connus sous le nom « *Andriamisara efa dahy* »⁴. Ce sont des « *raha sarotra* » (« choses précieuses et dangereuses »), termes également utilisés pour la dépouille royale, qui font partie du monde des esprits. Ils sont liés, en cela, à la possession par les esprits royaux, institutionnalisée sous la forme de *tromba* avec des dignitaires accrédités dans ce rôle⁵. Les réceptacles des reliques sont ornés de perles de couleur correspondant aux destins, de pièces, de métal précieux (argent et or). Les piastres sont présentes dans et sur le reliquaire et font aussi partie, avec la terre clayeuse, *tanimalandy*, de la composition d'eau lustrale qui est utilisée pour accomplir les aspersions. À l'intérieur, on trouve des éléments végétaux (morceaux de bois, racines...) et du miel (substance essentielle du monde de la nature) ou de l'huile végétale (*kiñana*)⁶. La matière, la forme et l'ornementation des reliquaires sont ainsi étroitement liées au monde des talismans. Lorsque M. Rakotomalala (Blanchy, Rakotomalala *et al.* 2006 : 240) évoque les cultes des ancêtres et le pouvoir des charmes en Imerina sur les Hautes-Terres de Madagascar, il reprend la réunion des éléments symboliques tels que bouts de bois, perles, poignées de terre tout en spécifiant qu'ils sont choisis, dans ce cas précis, en fonction de leur appellation invoquant le mal. L'assiette dans laquelle ils tremperont contient de « l'eau enfermée » stagnante, inerte ou de l'eau prise dans un endroit habité par des esprits malfaisants⁷, contrairement au rituel du bain des reliques ou aux cérémonies de possession *tromba* pendant lesquelles l'eau utilisée est *masina* (sacrée). De fait, selon l'intention, nous glissons vers un usage « sorcier » et les reliquaires sont à la charnière des deux mondes, maléfique et bénéfique, de même que le roi évolue entre ces deux univers.

Au XVIII^e siècle, la protection reconnue aux reliques se transforme en légitimation politique du rôle de la dynastie. Désormais, l'obtention du pouvoir dépend de la possession des restes du corps du roi, préservés dans un reliquaire, le *mitahy*, et de la garde des clés du *doany*, lieu dans lequel ils

4. « Les quatre Andriamisara » du nom du devin et conseiller politique Andriamisara, frère de roi dans le Menabe, dont le fondateur du royaume du Boina a emporté des restes corporels pour légitimer son pouvoir sur ce nouveau territoire. La possession n'est pas non plus spécifique à Madagascar, mais elle y prend des formes très élaborées et surtout éminemment légitimantes dans l'exercice du pouvoir. D'un point de vue diachronique, la constitution du *tromba* comme moyen politique d'unification de populations hétérogènes autour d'un même corps de croyances daterait également du début du XVII^e siècle, rejoignant ainsi l'idée selon laquelle les cultes étatiques ont des esprits tutélaires, souvent historiques et royaux, P. OTTINO (1965).
5. Le terme de *tromba* désigne à la fois le rituel, l'esprit sollicité et le medium.
6. Pignon d'Inde, *Jatropha curcas* Euphorbiacées.
7. Cet ouvrage collectif permet de rendre compte de l'efficacité des cultes rendus aux ancêtres aujourd'hui encore à Madagascar. Un autre travail collectif (RAKOTOMALALA, BLANCHY & RAISON-JOURDE 2001) éclaire le rapport aux ancêtres dans le quotidien sur les Hautes-Terres de l'île. Voir aussi les travaux de P. BEAUJARD (1999).

sont conservés. Comme l'ont fait les gouverneurs de l'armée merina venus des Hautes-Terres de la grande île en 1820, les conquérants français au ^{xx}^e siècle ont maintenu le culte des reliques puisqu'elles confèrent la légitimité à leur possesseur et incarnent « l'identité » sakalava. Tout en tolérant ce culte populaire, les administrateurs ont tenu sur la crédulité quasi « médiévale » des Sakalava, des propos sarcastiques et ont misé sur l'usure de la croyance, la lassitude des sujets envers leurs anciens gouvernants, la montée de nouvelles élites, redevables de leur savoir à l'école de la République, principalement hors lignages royaux.

« À côté du *mpanjaka*, [le roi], quand il n'est pas sorcier lui-même, il y aussi le sorcier [on ne sait s'il s'agit ici du devin, *ombiasy*, ou bien d'un possédé royal], dont l'influence néfaste est souvent considérable : c'est un métier facile et lucratif, qui donne à ceux qui l'exercent une puissance occulte des plus redoutables. Nos populations primitives, très fétichistes, ont en leurs sortilèges une foi aveugle et leur action, maintes fois dirigée contre nous, a été cause de bien des désordres. Aussi, n'avons-nous pas hésité, chaque fois qu'une occasion favorable se présentait à sévir durement contre cette catégorie d'individus, et à réprimer publiquement leurs pratiques »⁸.

De fait, le pouvoir opérant fondamental des reliques nous conduit vers d'autres chemins à explorer. Avec l'Indépendance, elles cristallisent les turbulences de la nouvelle donne politique malgache, au moins du point de vue local, au travers d'un conflit dont l'enjeu est leur possession. Le contrôle du *doany* et des restes royaux entre dans le domaine du juridique et prendra figure publique, théâtrale, lors d'un interminable procès qui débute en 1957, qui s'est poursuivi sous différentes formes et au travers de plusieurs procédures, jusqu'à nos jours sans que jamais solution ne soit trouvée. Le débat réel se situe en deçà du discours formel juridique et de façon logique nous changeons de registre. Cet article se propose d'explorer, en trois temps, l'idée d'un déboîtement entre le droit et la réalité au travers des différentes procédures qui se sont suivies depuis la première plainte en justice en 1957. Car si le roi paraît nu, le culte atteint dans sa crédibilité, il n'en est sans doute rien au vu des derniers rebondissements de l'affaire et du énième refus d'admettre la décision juridique lors de la célébration du grand rituel royal de 2004. Nous pourrions ainsi nous demander sous quelle forme à l'heure actuelle ont perduré ces logiques profondes liées aux imaginaires du sacré.

8. Archives d'Outre-mer d'Aix-en-Provence, SS2D, *Majunga*. 10.03.1910. *Rapport annuel de l'administrateur en chef de la colonie Astor à Gouverneur Général*.

Ester en justice autour des reliquaires royaux : entre droit et réalité

« C'est comme si on transposait une affaire médiévale de nos jours. L'avocat fait son métier, et le fait que cela paraisse contradictoire avec la coutume n'a aucune importance »⁹. C'est en ces termes que l'un des avocats européens qui ont suivi l'affaire se remémorait son contenu lors d'un entretien du printemps 1997. Le conflit oppose les deux branches dynastiques héritières de l'ancienne royauté du Boina, Bemihisatra et Bemazava, dans la région de Majunga, pour le contrôle du lieu sacré et la possession des reliquaires. Cependant, la division de la dynastie sakalava du Boina en deux branches remonte à la fin du XVIII^e siècle pour des questions de partage de territoire principalement. Au moment de la colonisation, l'administration française a confié les *regalia* aux Bemihisatra lesquels seront considérés comme des « collaborateurs » en opposition directe aux Bemazava proches des milieux nationalistes surtout à partir des années 1930. Les deux clans n'auront de cesse de se disputer la garde des reliques pendant toute la période coloniale, obligeant l'autorité française à intervenir. Le procès se situe dans la continuité de ces dissensions qui prennent une tournure formaliste avec leur renvoi devant la justice.

En 1951, la princesse bemazava Horavaka demande à l'administration d'être reconnue princesse régnante à Majunga. Par ailleurs, le gardien du lieu sacré, le *manantany* Solondrazana, proche de la branche bemihisatra, est accusé de détourner à son profit les fonds destinés au culte d'Andriamisara, thème récurrent et détonateur dans les procédures administratives qui ont précédé le dépôt en justice. Il est destitué en 1952 et rejoint le camp bemazava. Ce qui se passe à ce moment précis augure avec une similitude déconcertante le procès. En 1952, Horavaka, par l'intermédiaire de ses conseillers, s'adresse pour la première fois à M^e Laforest¹⁰. Au début de l'année 1956, l'une des figures marquantes du PSD, futur parti présidentiel, promet les clés du *doany*¹¹ aux partisans des Bemazava s'ils votent « oui » à la loi-cadre Defferre en faveur de l'autonomie. Les Bemihisatra craignant de perdre la garde du *doany* font appel à M^e Lassalle et Vahoaka, reine des Bemihisatra, porte plainte contre « inconnus pour vol et violation de domicile avec constitution de partie civile » au tribunal de première instance de Majunga à la suite de la réinstallation officielle de Solondrazana à la tête du *doany*. L'affaire prend donc une tournure judiciaire et se concentre sur la détention dite illégitime des clés par le gardien des lieux, Solondrazana.

9. Témoignage de M^e Lassalle, 25 avril 1997, Soustons. L'avocat de la première heure souligne que les jugements n'ont jamais été exécutés car l'administration a toujours fait pression pour des raisons politiques.

10. En matière civile, la réforme judiciaire de 1952, applicable au 1^{er} janvier, conserve la dualité juridique (autochtone et française) à la différence que tous peuvent accéder désormais à la justice française et aux magistrats professionnels selon les degrés de juridiction, et se soustraire ainsi à la justice de l'administrateur.

11. Rappelons qu'il s'agit du lieu sacré dans lequel sont contenus les reliquaires.

En août 1957, le « [...] *fanompoana* sakalava, prévu pour le mois de septembre, [a] peu de chances de succès en raison de l'abstention de la princesse Vahoaka. L'affaire est d'ailleurs au tribunal, introduite par M^e Lassalle pour le compte de la princesse Vahoaka »¹². En septembre, la princesse bemazava Horavaka décède. Le procès peut commencer et nous pouvons dire que l'affaire n'est pas résolue en 2006.

En premier lieu, le vol des clés du *doany* fait l'objet de plusieurs procédures de 1957 à 1961 opposant Vahoaka (princesse bemihisatra) à Solondrazana (gardien des reliquaires proche de la partie bemazava). L'affaire, portée en justice par les Bemihisatra forts de l'appui français, déchire le peuple sakalava et aboutit à la construction d'un second *doany*, symbole de la division entre les deux dynasties. Puis, en 1961, après la restitution du *doany* à Vahoaka, ce sont les reliquaires eux-mêmes qui sont en jeu jusqu'en 1971, date à laquelle la princesse décède et la procédure en cours est clôturée. Les dirigeants de la Première République ne trancheront pas officiellement sur la question, au grand dam des deux parties. Enfin, de 1972 à 1995, nouvelle instance, nouveaux acteurs dans le cadre du changement de régime politique détournant la querelle sur les reliquaires. En 1973, le gouvernement Ramanantsoa déplace de force deux des reliques au profit des Bemihisatra et en 1979, début de l'ère Ratsiraka, le *doany* bemazava est détruit. Après dix-huit années de vide juridique, les droits au *doany* sont consentis en 1994 par la Cour de cassation à la partie bemazava. En 2006, celle-ci n'était toujours pas en possession des reliques et une certaine résignation, voire « réconciliation » se percevait. À chaque phase du procès a donc correspondu un déplacement de l'objet et apparaîtra un niveau d'opposition conduisant la société sakalava et ses princes vers une désacralisation et du *doany* et de la personnalité royale. La trame de l'affaire ainsi définie, l'idée est de nous arrêter sur certains arguments de justice et auditions de témoins, d'appréhender les discours véhiculés au moment du procès, mais également de saisir les non-dits, les paroles difficilement saisissables telles que celles des possédés dont on connaît le poids dans l'orientation des sanctuaires, et les réinterprétations qui ont pu en être diffusées¹³. Les phases d'audition des témoins, qui ont duré de 1958 à 1961, ainsi que certains arguments de justice permettront de saisir quel niveau d'absurdité a pu atteindre la lutte pour la possession des reliquaires royaux du Boina et d'une légitimité politique.

12. Archives nationales d'Outre-mer d'Aix-en-Provence. Province de Majunga PM691. *Rapport Politique et Militaire*, août 1957.

13. Le procès a fait l'objet d'une autre publication (BALLARIN 2003) et j'y renvoie le lecteur pour en connaître les détails. Je suis, par ailleurs, redevable à M^e Ducaud de m'avoir confié les dossiers contenant la quasi-totalité des documents juridiques. Cela représentait quarante années d'instance (1957 à 1995), qu'il a fallu reconstituer.

À l'approche des fêtes du *doany*, en juin 1957, une tentative de consultation¹⁴ pour un changement de gardien a lieu, vainement, à la suite de laquelle l'administrateur J. Boutang, chef du district de Majunga, se fait remettre les clés et les confie pour une durée de sept jours à Solondrazana dit Solo¹⁵, délai qui sera prorogé. Il conserve la clé du trésor¹⁶. Mais cette décision administrative n'est pas ratifiée par Vahoaka, et Solo se voit obligé de rendre les clés du *doany* à la princesse le 7 juillet 1957. Quelques jours plus tard, il est réinstallé énergiquement par les partisans de Horavaka à la tête du *doany*, ce qui provoque la plainte de Vahoaka contre « X pour vol et violation de domicile ». Plus tard, le Solo et ses complices sont inculpés pour détention illégitime des clés du *doany*. Ces derniers bénéficient d'une ordonnance de non-lieu le 9 juin 1958. Vahoaka fait appel devant la Chambre des mises en accusation de la Cour d'appel de Tananarive, laquelle confirme l'ordonnance et ordonne la restitution des clés à Solondrazana le 10 juillet 1958. Les Bemazava sont momentanément gagnants. La procédure pénale étant ainsi terminée, Vahoaka, par le biais de M^e Lassalle, saisit le tribunal de premier degré de droit local d'une demande de restitution des clés du *doany* et relance ainsi la procédure. La question de la propriété des clés restant en suspens et à ses dépens, la princesse bemihisatra a recours à la justice de droit local, en matière civile, et utilise de ce fait, la possibilité de jouer sur la dualité du système judiciaire qui restera en vigueur jusqu'en 1962. L'affaire appelée en conciliation ne sera jugée que le 19 septembre 1959, soit un an après. Entre-temps dans la nuit du 23 au 24 juillet 1958, un mois après la passation de service entre Laza et Solondrazana, le *doany* de Majunga est incendié. Le *doany* de Marovoay part en fumée également à la même époque¹⁷. Le 19 septembre 1959 le tribunal de premier degré de droit local juge en faveur de Solondrazana. La procédure au niveau traditionnel suit son cours avec l'appel de Vahoaka devant le deuxième degré de droit local qui reconnaîtra ses droits. Reste à Solo à former un pourvoi

14. Procédé utilisé très fréquemment par l'administration afin d'éviter un conflit juridique direct, mais qui, généralement, n'aboutit pas.

15. Gardien provisoire désigné par l'assemblée des fidèles de Horavaka sous l'égide de l'administration et en opposition directe avec les partisans de la princesse Vahoaka.

16. *Archives privées Procès*. P. V. du 22 juin 1957, 17 h et P. V. du 29 juin 1957, 15 h. Trésor destiné à remplir les obligations cérémonielles et constitué des dons des fidèles.

17. Enquête, août 2006, au *doany* Tsinjoarivo de Marovoay à l'est de la ville de Majunga qui est le lieu consacré au culte Andriamisara. Il n'est fait aucune mention, dans les documents juridiques de ces années et il n'y a jamais eu non plus d'accusation d'incendie. Cela aurait certainement mené le procès trop loin en Cour criminelle, et il y eut certainement volonté politique de minimiser l'affaire. Par ailleurs, les auteurs des incendies n'étaient pas toujours poursuivis en raison des peines trop lourdes prévues par le code pénal, sauf s'il y avait mort d'hommes. La seule trace écrite concernant l'incendie a été trouvée dans les journaux locaux de la région de Majunga. L'*Aurore* N° 916, samedi 26 juillet 1958.

devant la Chambre d'annulation de la Cour d'appel de Tananarive, ayant ici valeur de cassation, laquelle le débouterait définitivement de ses prétentions le 8 juin 1961. Cependant, l'exécution du jugement n'aura lieu que le 29 septembre 1961 devant le refus catégorique des partisans de Solondrazana de laisser pénétrer la princesse bemihisatra dans le *doany*. La première partie du procès concernant le *doany* s'achève provoquant la rupture définitive des deux branches dynastiques.

Quelques jours après l'exécution définitive du jugement, Vahoaka porte plainte contre Solo et les principaux responsables du *doany* pour vol. Les *mitahy*¹⁸ ont disparu ! À la fin de l'année 1961, la rupture entre les deux branches dynastiques est définitivement consommée avec la construction d'un second *doany* dit « *doany* nord » en opposition directe avec l'autre, dit « *doany* sud », dans lequel seront déposées des reliques. La suite de l'affaire aura pour objet le vol des reliques et le doute concernant leur authenticité. En 1961, Solo et consorts sont donc convoqués pour être interrogés sur la disparition des reliques. Ils affirment qu'elles ont été consommées entièrement lors de l'incendie de juillet 1958, raison pour laquelle Solo s'est rendu auprès de Pierre Kamamy¹⁹ dans le Menabe pour aller chercher de nouvelles reliques en mars 1959. L'autre partie, dont de nombreux témoins ont été auditionnés, affirme que les quatre reliques, n'ont pas « péri » lors de l'incendie, mais qu'elles ont subi pour deux d'entre elles des dommages importants.

« Nous avons l'honneur de vous signaler que le samedi 17 mars 1962, il y avait les nommés : Tsimavady et le mari de la femme Anegnena, parti "Bemazava" qui avaient circulé à Mahabibo de faire connaître aux gens de Mahabibo que le vendredi 19 Mars 1962 à 9 heures, les quatre reliques sont déplacées au nouveau "Zomba" couvert du tôle²⁰, ils ont abattu un bœuf et ayant donné 8 coups de fusil. Tous les assistants ont vu les quatre reliques supportées par Fety Thomas et trois hommes non indiquer leur nom, les assistants sont tellement étonnés de voir les quatre reliques non incendier et non camoufler au dos. Alors nous vous signalons que les quatre reliques volées se laissent voir au dedans du nouveau "Zomba" couvert en tôle »²¹ [*sic*].

18. Les *mitahy* représentant en fait les reliquaires contenant les restes des grands ancêtres. Afin d'éviter les confusions, et dans la mesure où cela aura de l'importance pour la suite du procès, nous avons choisi de conserver le terme de « reliques » lorsqu'il s'agit des restes royaux, et d'utiliser « *mitahy* » pour le reliquaire. La plupart du temps, dans les documents, la différence ne se fait pas, du moins jusqu'en 1972.

19. Pierre Kamamy, héritier de la royauté sakalava du Menabe, fut installé sur le trône par l'administration coloniale au début du XX^e siècle. Son fils, Laguerre Kamamy, sera impliqué directement dans le procès à partir de 1972.

20. L'ancien était construit en bois.

21. *Archives privées Procès*. Bemihisatra à Lassalle, non daté, manuscrit [*sic*]. Nous avons fait le choix de reproduire l'orthographe et la syntaxe des extraits d'archives du procès.

À partir de cet instant, les cérémonies liées au culte des ancêtres se dérouleront en ce lieu. Les princes bemihisatra ont organisé eux-mêmes une veillée d'honneur autour des offrandes royales quelques jours avant le grand *fanompoa* à la résidence royale avec, entre autres, des rites de *tromba* évoquant alors le schisme (Estrade 1977 : 53-59). S'agit-il des mêmes reliques que celles qui ont été incendiées en 1958 ?

Que sont les reliques devenues ? Rumeurs, mensonges et fantasmes

Des témoignages que nous avons pu recueillir au cours de nos enquêtes auprès de fidèles bemazava, il ressort que les *mitahy* auraient disparu au moment de l'incendie. Solondrazana, à l'époque, serait allé dans le Menabe, plus au sud, voir le prince Kamamy Pierre afin de recueillir « des » restes d'Andriamisara et reconstituer de nouvelles reliques. Les archives consultées, notamment les auditions de témoins suite à la plainte de Vahoaka en 1961, montrent que nous sommes entrés là dans une phase où rumeur et fantasme foisonnent. Jusqu'à nos jours l'affaire y alimentera son déroulement.

Pour l'heure, les partisans de Solo affirment que les reliquaires ont été consumés entièrement lors de l'incendie ; Vahoaka et ses partisans prétendent que l'existence de ces biens a été constatée « de visu » par un certain nombre de témoins. Par ailleurs, ils estiment qu'il est matériellement impossible que les *mitahy* aient littéralement fondus, étant fabriqués à partir de métaux « lourds »²² [*sic*]. Enfin, l'accusation de vol est complétée de témoignages mettant en cause Solo et ses consorts dans la soustraction d'objets (en plus des *mitahy*, les *satrobola*, sortes de couronnes d'argent, et le trésor, composé des dons des fidèles, auraient disparu) peu avant la réintégration de la princesse et de ses fidèles dans la possession du *doany*. En 1963, M^e Lassalle écrit au juge d'instruction que Solo et consorts auraient de plus subtilisé une partie du trésor avant la remise des clés du *doany* à Vahoaka. Il affirme que l'inventaire réalisé en janvier 1958 faisait état de plusieurs pièces de 10 et 5 F, d'une petite boucle d'oreille et d'une tige d'or. Or, Solo n'aurait restitué qu'une pièce de 5 F et la tige. Cependant, l'avocat date cet inventaire d'après l'incendie, ce qui est une erreur puisqu'il a été effectué six mois auparavant. Arrêtons-nous un instant sur la correspondance des Bemihisatra avec M^e Lassalle et l'audition des témoins lors de l'instruction, qui rendent compte de cette « course à l'échalote » pour les *mitahy*, selon l'expression de M^e Ducaud, épisode tragi-comique de notre affaire.

22. Position qui est toujours celle du prince Dezy, successeur de Vahoaka actuellement. Entretiens mars 1996 et 2006. Le prince Désiré est décédé au printemps 2007 et des luttes pour sa succession sont apparues, comme il en a toujours été ainsi dans le Boina. Son nom d'ancêtre royal est Andrianahavitaniarivo ; son esprit apparaîtra certainement un jour de performance des *tromba* dans la région du Boina.

Les *regalia*, transportés dans des soubiques (sorte de couffins), sont aperçus en 1961, après le jugement en faveur de Vahoaka chez Razanamalala, concubine de Fety, puis à Andriabe chez Ndramanitra²³, en 1962 à Amaresely-Mangatsa chez un dénommé Ratelo, en 1964 à Besakoa, en 1967 chez les nommés Robia, Berazana, Anignena, Njarimanga. Lors d'un entretien avec Ibrahim, enseignant retraité et adjoint au maire vers 1961, les reliques auraient été récupérées par le prince bemazava Moanjy et cachées sous le plafond de la maison de sa femme. D'autres, comme un commissaire de police qui a enquêté, assurent les avoir vues. Elles n'auraient donc pas disparu dans l'incendie. Visiblement, à partir de l'instant où la justice donne raison à Vahoaka, les *mitahy* s'évaporent. Par ailleurs, en 1967, des tentatives seront faites à Mitsinjo afin de ravir certaines des reliques dépendant de ce *doany*. Moana Salimo, princesse de la région, proche de la partie bemihisatra, avertit Laza, et M^e Ducaud, qui a pris la succession de M^e Lassalle, écrit au sous-préfet de Mitsinjo afin qu'il intercepte toutes démarches en ce sens venant des fidèles bemazava²⁴. Nous sommes en plein vaudeville.

En 1961, Solo et consorts sont convoqués pour être interrogés sur la disparition des *mitahy*. De nouvelles reliques seraient arrivées à Majunga en mars 1959. Le prince Kamamy du Menabe, auprès duquel Solo s'est rendu, en aurait apportées en octobre 1961²⁵. Par ailleurs, la princesse Soazara, du nord-ouest, aurait été mise à contribution afin de faire confectionner de nouveaux reliquaires en or et en argent²⁶. De l'autre côté, les nombreux témoins auditionnés affirment qu'ils n'ont pas péri lors de l'incendie mais qu'ils ont subi pour deux d'entre eux des dommages importants, notamment les deux en or.

« Lors de l'incendie qui a détruit le *doany*, est allé curieux. A vu objets, se trouvaient dissimulés sous un drap. Ne sais pas qui les a ramassés, mais seuls ont pu le faire ceux autorisés à voir toucher, nettoyer *mitahy* : Mamoribe, Solo, Fety et Didy.

-
23. Selon le témoignage de Soramamy, maîtresse de Didy. Il faut noter que celles-ci sont fâchées au moment des auditions. Soramamy se positionne donc contre les éléments du clan bemazava. Reste à savoir si c'est par conviction ou par rancœur. L'affaire du *doany* est un révélateur, non seulement des tensions sociales, mais également des conflits de personnes. Les lieux mentionnés ici sont localisés dans le district de Majunga.
 24. *Archives privées Procès*. Mitsinjo, 2 septembre 1967, lettre de Moana Salimo à Laza ; Majunga, 5 septembre 1967. Lettre de Ducaud au sous-préfet de Mitsinjo.
 25. *Archives privées Procès*. Audition de Kamamy le 16 octobre 1961. Reliques que Vahoaka lui aurait rendues au moment de sa réintégration dans le *doany*.
 26. *Archives privées Procès*. Une lettre de Solo adressée à Soazara, versée au dossier d'instruction datée du 26 novembre 1959, indique que l'endroit où les reliques seront déposées est « fait », il lui demande son aide en or, argent et bœufs pour la cérémonie « d'adoration ». Nous ne disposons pas de document, mais ce motif sera retenu dans la condamnation de Solo. Rien ne prouve que ces reliques soient celles recherchées.

Lorsque local provisoire achevé a vu quatre assiettes recouvertes linge blanc, les deux premières contenaient objets plus élevés que ceux dans les autres assiettes, forme générale ronde chaque assiette prise par un homme et transporté au nouvel emplacement.

C'était mitahy car quand ont été placés à endroit réservé, rideau tiré devant cette façon de faire n'est réservé qu'au mitahy.

Quelques jours après, a demandé à Mamoribe ce qu'était devenu Mitahy. Lui a répondu deux parties endommagées, les deux autres touchées par le feu. Seuls ont pu prendre mitahy, personnes autorisées à toucher »²⁷ [sic].

Ils révèlent que Solo et consorts auraient fait appel à un ou plusieurs bijoutiers indiens pour reconstituer les reliquaires et les nettoyer. Ils soutiennent également qu'ils seraient appuyés par l'administration : « Aujourd'hui, le 15 août 1962, nous entendons qu'à votre absence à Majunga, ils profiteront faire tous les nécessaires de finir l'affaire du mitahy ; ils disent que l'affaire du mitahy sera classée par l'administration »²⁸ [sic]. Plausible... C'est dans ce climat de suspicion générale et de durcissement de la situation que, le 31 août 1962, un non-lieu est rendu en faveur de Solo. Vahoaka fait appel et l'arrêt rendu infirme cette décision. La Cour d'appel de Madagascar estime que l'information est incomplète et ordonne l'audition de témoins et l'examen des anciens dossiers afin de déterminer : la date précise de l'incendie ! la présence des *mitahy* après l'incendie ; si les *mitahy* existant avant l'incendie sont bien ceux recherchés alors ; la responsabilité des inculpés dans la garde du *doany*. De l'audition des différents protagonistes, dans une ambiance de règlement de compte, aucune conclusion ne peut être tirée. La disparition des *mitahy* reste mystérieuse, et les témoignages n'auront guère fait avancer l'enquête. Ce flou artistique mène Solo et consorts, le 14 mai 1964, après avoir bénéficié d'un non-lieu le 31 août 1962, infirmé par la Cour d'appel et soumis à une nouvelle information, à une condamnation de trente mois de prison pour Solo et à deux ans de prison pour ses complices devant le tribunal correctionnel de Majunga. En 1970, après plusieurs épisodes judiciaires, Solo est relâché et déclaré insolvable. La princesse Vahoaka fait appel, mais le jugement qui a relaxé Solo sera confirmé. Le pourvoi en cassation de la princesse sera rejeté. Entre-temps, elle décède et son fils, le prince Randrianirina Désiré lui succède. Les reliquaires n'ont pas réapparu.

Une première constatation est que d'évidence les sources disponibles sont bien peu nombreuses. Celles dont nous disposons ont été recueillies à l'étude de M^e Ducaud, en 1996 dans la ville de Majunga, avocat de la partie bemihisatra qui avait, par chance, gardé la quasi-totalité du dossier. Mais d'une part, le dossier était en mauvais état et complètement désorganisé, les arguments de certaines décisions juridiques manquent. D'autre part, nous

27. *Archives privées Procès*. Firanga, audition, 25 octobre 1961.

28. *Archives privées Procès*. Majunga, 15 août 1962, Bemihisatra, *doany* Miarinavivo, à Lassalle [sic].

ne disposons que « d'une version » ici, celle des Bemihisatra. L'entretien avec l'avocat de la partie bemazava s'est avéré bien peu fructueux, et d'une façon générale ce clan n'a pas bénéficié de la stabilité d'une étude comme celle de M^e Ducaud à Majunga toujours existante en 2006. Enfin, de nombreux entretiens ont été menés en 1996, 1997 et 2006 auprès des différents témoins ou héritiers de l'affaire, mais les mémoires flanchent et les traces pour travailler sur les paroles proférées au moment de l'affaire sont, par essence, fragiles. Les auditions de témoins, les décisions de justice et même les résultats d'enquêtes orales, trente-cinq années après les faits, sont en eux-mêmes des informations bien parcellaires. Mais ces matériaux ne sont pas à négliger car, d'ordre différent de ceux véhiculés par les discours officiels, ils renvoient sans cesse aux analyses sur la rumeur, et permettent d'entrevoir les représentations communes du pouvoir politique et judiciaire mais également une certaine forme de culture populaire. Solo constate de lui-même au tout début de l'affaire « [...] que si nous avons enregistré dans les milieux sakalava, et dans les familles royales des décès et des malchances, c'est à cause de cette dissidence », un châtiment des ancêtres royaux, malmenés dans l'affaire²⁹. Je ferai mienne ici la constatation, très juste, de C. Deslaurier (2005), dans son article sur la « rumeur du cachet » au Burundi entre 1960 et 1961 lorsqu'elle souligne que « [...] l'on ne perçoit qu'un écho assourdi de l'immense brouhaha déclenché par le débat politique dans les sphères populaires africaines, qui nous parvient au travers des témoignages oraux ». M^e Ducaud a toujours proclamé que les séances au tribunal de Majunga dans les années 1960 attiraient une très grosse foule. « C'était une sorte de communauté de relations. C'est une affaire passionnante, une prise directe sur la vie »³⁰. Et, l'on perçoit bien également combien la rumeur joue un rôle important, chacun s'y laissant prendre³¹. Les auditions témoignent des discours, des murmures et des tensions personnelles entre les différents témoins de l'affaire³² tel Limo, allié des Bemazava au premier abord et qui, le 29 novembre 1961, atteste : « J'affirme que les mitahy n'ont pas disparu dans l'incendie du 23.7.58, et qu'ils se trouvent en possession de Solo et consorts. » « [...] Le 9.11.60, vers 15 h Solo est

29. *Archives privées Procès*. Solo, audition, 10 décembre 1957.

30. Entretien avec M^e Ducaud, Juin 1997.

31. Le père J.-M. ESTRADÉ (1985 : 39), auteur d'un ouvrage sur le *Tromba*, sous-entend, d'après un entretien qu'il a eu avec Solondrazana, que celui-ci aurait bien volé les reliques après l'incendie de 1958.

32. Lors de la première instruction et des difficultés du partage des clés entre les partisans des deux branches dynastiques, le chef de district J. Boutang affirme : « Au bout de 15 jrs, après de multiples pourparlers, entre Vahoaka et Horavaka, les clefs furent remises, en présence du chef de district par des éléments du clan Horavaka à la princesse Vahoaka qui, ne pouvant les toucher elle-même selon la coutume, les fit prendre par l'un de ses adeptes. Je précise que c'est Solo lui-même qui remit les clefs. J'ignore ce qui s'est passé ensuite, mais j'ai appris par la rumeur publique que ces clefs étaient passées des mains de Laza entre celles de Solondrazana, 26.12.57. »

venu le voir. Il lui a dit “mon enfant, nous avons perdu le procès et nous allons cacher les reliques.” Je lui ai dit : “cela est bien possible.” “Cela est bien possible” lui a répondu Solo. » La haine, les rancœurs et les envies cachées tues et jamais exprimées sont révélées ici. A. Adler (2006) y voit l'essence même de la sorcellerie. Le jeu des forces naturelles, en même temps que de l'imaginaire, se heurte de plein fouet à la rationalité d'une pensée bien occidentale héritée de la période coloniale et que les juges de l'Indépendance ont fait leur. Le spectre de la mort tombe sur ceux qui ont trempé dans cette affaire et révèle le caractère fondamentalement inviolable et dangereux des reliques. Dans le cadre de la poursuite du procès, des changements politiques et du passage de la Première République à la Deuxième, puis à la Troisième, nous irons à travers chaque argument, chaque décision de justice un peu plus loin dans cette volonté de rationalisation de cet héritage sacré. En fin de parcours, le roi est-il nu ? Le bilan semble très mitigé³³.

Le roi est-il nu ?

En 1972, moment-clé de la chute du gouvernement Tsiranana et de la Première République, la partie bemihisatra fait donc appel au nouveau pouvoir en place pour faire exécuter un jugement datant du 14 mai 1964 ordonnant la restitution des reliquaires dans leur camp. Comme le prince bemazava, Moanjy, détenteur des clés du lieu dans lequel sont censés se trouver les reliquaires est absent, on force la porte du *zomba*, le coffre, et l'armoire contenant les reliquaires et les autres objets royaux. Seuls deux d'entre eux, en argent, contenant des reliques sont retrouvés. Ils seront transférés au *doany* sud de force, le 8 janvier 1973. Deux autres reliquaires, en or, sont présents mais vides. À son retour Moanjy assigne le prince Randrianirina Désiré en justice afin qu'il restitue les deux reliquaires pris au *doany* bemazava. Il affirme qu'il ne s'agit pas de ceux qui sont recherchés depuis 1961. Ceci sera la base de la nouvelle instance qui se terminera en cassation en 1994. S'en suit une multiplication de jugements rendus et de décisions prises complètement surréalistes et inopérants.

En premier lieu, le jugement rendu par la suite le 12 juin 1973 par le tribunal de première instance de Majunga dissocie les reliquaires (*mitahy*) des reliques.

« Dit et juge que les deux reliquaires (*mitahy*) en argent appartiennent au prince Randrianirina Désiré Noël et au Doany sud ou Doany Miarinarivo ;
Dit juge que les reliques y contenues appartiennent aux prince Kamamy Laguerre et au Doany nord et en ordonne la restitution entre leurs mains.

33. J'emprunte l'expression « Le roi est nu » à Mme Françoise Raison-Jourde qui l'a judicieusement utilisée au sujet de ce procès (BALLARIN 2000, préface).

Enfin, les demandes en dommages et intérêts des deux parties sont jugées non fondées, et l'imminence du fanompoa n'est pas une raison suffisante quant à une exécution provisoire. L'exécution de cette mesure de restitution laisse à pressentir des troubles graves de l'ordre public compte tenu des différends ayant existé depuis les débuts du litige. »

Il ordonne, de fait, la restitution des reliques à la partie bemazava et des *mitahy* aux Bemihisatra. Jugement inepte et inadapté, qui provoque la colère des protagonistes et celle de leurs avocats. Notons l'aspect irrationnel de cette décision qui va très loin dans un processus de désacralisation et rappelle la profanation des dépouilles souveraines françaises à Saint-Denis en 1793, de la même façon que la perquisition du *zomba* en 1972, évoquée auparavant, l'a fait. Les deux parties font appel. Le 6 mars 1974, l'arrêt civil avant-dire-droit de la Cour d'appel infirme le jugement et ordonne une expertise des reliquaires (*mitahy*) requise par M^e Ducaud, avocat des Bemihisatra. Il renvoie l'affaire et les parties après l'expertise.

« Ordonne une expertise des deux “mitahy” reliquaires litigieux aux fins de déterminer la date de leur confection, si cette date remonte au plus à 1961 ou à plus loin 100 ans ;

Désigne à l'effet d'y procéder M. le Chef de service de laboratoire des mines ou son dévolutaire ;

Dit que l'expert commis, serment préalablement prêté entre les mains de M. le président de la Cour d'appel, dressera de ses opérations et investigations un rapport détaillé qui sera déposé au greffe de la Cour dans le délai de trois mois à compter de notification du présent à la diligence des parties intéressées [...]. »

Celle-ci n'aura pas lieu. Pendant deux ans, plusieurs tentatives d'exécution échoueront du fait du refus du prince bemihisatra, Désiré. Aujourd'hui encore, il invoque le caractère tabou des jours choisis et le risque de troubles qu'aurait provoqué cette manipulation. « Lors du procès, Ducaud a demandé une expertise mais toucher les reliques c'est défendu. J'ai refusé et j'ai perdu le procès. C'est encore très vivant [...]. L'expertise dangereuse pour le *fomba* (*la coutume*) [...] »³⁴.

Effectivement, son refus, ô combien rationnel dans la pensée sakalava, a conduit inévitablement, du point de vue juridique, à l'arrêt civil contradictoire

34. *Archives privées Procès*. Ambato Boeni, 20 février 1975, Randrianirina Désiré Noël à M^e Ducaud. L'expertise ne peut se faire puisqu'il est interdit de pénétrer dans l'enceinte du *doany* le jour du dernier quartier de la lune. C'est une des raisons invoquée par Dezy, et évoquée dans le mémoire de M^e Ducaud daté du 27 janvier 1975. En mars 1996, il nous dira à propos de l'expertise : « Ce n'est pas une pièce automobile Andriamisara. » La demande d'expertise de M^e Ducaud est sa seule initiative. De plus, il était impossible qu'un agent de l'administration judiciaire, venu probablement des Hautes-Terres, accomplisse cette manœuvre. L'erreur des Bemazava, nous dit-on aujourd'hui, c'est qu'ils ont fait appel à des avocats merina, alors que les Bemihisatra ont été défendus par des Français. La réalité est qu'il n'y avait pas de magistrats ni d'avocats sakalava, et donc qu'ils n'ont pas eu le choix, surtout dans une ville de province.

de la Cour d'appel de Madagascar du 15 septembre 1976, ordonnant à Désiré, vu son rejet de l'expertise et le manque de preuves sur son droit de propriété des *mitahy*, de les restituer à la partie bemazava. Il fait appel en cassation, appel qui restera en suspend jusqu'en 1994, du fait de la nouvelle donne politique. Or, depuis 1975, Ratsiraka est au pouvoir³⁵, soutenu par le prince Désiré, et le 10 octobre 1978 le *doany* bemazava est déclaré inexistant, n'abritant pas de reliques royales et, de ce fait, les activités menées dans son cadre sont considérées comme illégitimes. Les autorités provinciales ordonnent sa suppression. Le *doany* est détruit, « raclé par un tracteur » selon l'expression du prince Tsiaraso, bemazava originaire d'Ambanja (nord-ouest)³⁶ Dezy, reconnu *mpanjakabe* à Majunga, sera le candidat officiel de l'AREMA³⁷ à Ambato Boeni. Il introduit de nouvelles formes de rituels, tâchant d'organiser un *doany* « révolutionnaire »³⁸. L'événement est traumatisant. Les confusions idéologiques qui caractérisaient la période 1972-1975 prennent fin en faveur d'une consolidation d'un régime autoritaire, à parti unique. De fait, les décisions prises lors du procès deviennent définitives, du moins provisoirement, dans toutes leurs contradictions. En 1992, A. Zafy, futur président de la Troisième République, invite les partisans des Bemazava à voter en faveur du référendum destiné à approuver la nouvelle constitution. En 1994, la Cour suprême rejette le pourvoi en cassation du prince Désiré au terme de dix-huit ans de procès. L'exécution de la décision n'a pas eu lieu. En 1995, la Cour d'appel de Tananarive a invité les parties ayant eu gain de cause à porter plainte contre leurs adversaires pour « refus d'exécution d'une décision judiciaire » devant le procureur de la République du tribunal de première instance de Majunga.

En 1995, un incident relativement important s'est déroulé de nouveau au *doany*, heurtant Bemazava et Bemihisatra. Les cérémonies ont été repoussées. La volonté affichée du prince Désiré de transformer la construction abritant les reliquaires en dur (et de renforcer un peu plus son contrôle) a provoqué la colère de la partie bemazava. Lorsque Désiré a annoncé

35. Inaugurant un régime dit socialiste, le « centralisme démocratique », D. Ratsiraka instaure un pouvoir autoritaire et prédateur. La détérioration économique et sociale, les atteintes aux libertés individuelles engendrent sa chute en 1991, et provoquent l'arrivée au pouvoir en 1992 d'Albert Zafy, ancien ministre de la Santé sous le gouvernement du général Ramanantsoa en 1972. Cinq ans après la mise en place de ce nouveau régime, des perspectives économiques sombres et une instabilité politique flagrante (six gouvernements se sont succédé depuis 1992) déclenchent une nouvelle transition, et l'on aboutit à la destitution par voie constitutionnelle du président Zafy et la réélection de Didier Ratsiraka fin 1996. Depuis 2002, Marc Ravalomanana est à la tête du pouvoir après plusieurs mois de bataille avec le président sortant. Pour une analyse de la crise malgache, voir *POLITIQUE AFRICAINE* (2002).

36. Entretien de février 1996. Le lieu est toujours sacré et fréquenté par les Bemazava en 2006.

37. Parti de Didier Ratsiraka, créé en 1976, prônant un « socialisme révolutionnaire ».

38. Expression empruntée à S. Ramamonjisoa. Il a été envisagé, mais on a jamais réussi, de mettre en place une réelle organisation administrative au *doany* avec un président, un trésorier, etc. Entretien avec Fierena, *manantany*, juin 1997.

ses intentions, il a été violemment pris à partie par un homme, soûl, mais soutenu par des partisans bemazava présents dans l'assistance. Le *tromba* d'Andriamandisoarivo, esprit du roi fondateur de la monarchie du Boina, est intervenu également indiquant quels types de remèdes prendre pour bien veiller à la sécurité du lieu. Inefficace, puisque dix jours après le *doany* a été attaqué par un groupe de Bemazava armés de couteaux. Quatre personnes furent hospitalisées. Mais, alors qu'en 1984, une première tentative de modification des lieux avait été rejetée par les *tromba*, en 1995 ils n'ont pu résister. Et deux ans après, chose est faite. Le 21 juillet 1997 a eu lieu l'inauguration du nouvel abri, désormais de pierre, contenant les reliquaires. Manifestation, sous l'égide des autorités nationales, qui s'est déroulée le jour du grand rituel, signifiant la volonté de Désiré de fortifier son emprise sur le *doany*. Les participants au culte se sont sentis dépossédés et beaucoup de frustration demeure encore aujourd'hui parmi les Bemazava mais également les *tromba* associés au *doany*.

En 2004, nouvelle rumeur concernant les reliquaires, « [...] des bruits ont couru comme quoi on allait déplacer les reliques ». Le descendant du prince bemazava Moanjy, Tefindraza, a dû faire un démenti « Dezy est notre père ! » a-t-il dit³⁹. Effectivement, il y a eu une nouvelle tentative d'application du jugement de 1994, suite au dernier *fanompoa* mais aussi un nouvel échec⁴⁰. La presse s'en est fait écho et a repris les principales étapes de la bataille juridique évoquée auparavant. Le 2 août 2004 la translation en faveur du *doany* bemazava devait avoir lieu, mais rien n'a pu se faire.

« Les reliques des “Andriamisara efadahy”, qui étaient prévues quitter hier le “doany sud”, site sacré de garde, pour rejoindre le “doany nord”, n'ont pas bougé d'un iota. Les deux parties belligérantes campent sur leurs positions, empêchant le transfert selon un arrêt de la Cour suprême. La tension a monté d'un cran hier dans la capitale du Boina. Le transfert des reliques royales des “Andriamisara efa dahy” du “doany sud” au “doany nord” n'a pu avoir lieu comme prévu. Dans la matinée, une délégation du “doany nord” est venue au “doany sud” pour enlever, conformément à un arrêt de la Cour suprême, les reliques. Mais le “front” du sud s'y est opposé, sans que des affrontements aient cependant eu lieu. Une tentative avortée, par ailleurs, du fait de l'absence remarquée du prince Dezy, le “Ampanjakabe”, sur les lieux, qui, selon les indiscretions, serait parti à Ambato-Boeny. Un haut dignitaire de la famille royale du “doany nord” a déclaré que ce transfert est attendu par sa partie depuis longtemps, et que le temps est venu pour les restituer à qui de droit. Il a appuyé la décision du transfert par le fait que les reliques ne doivent pas être entreposées dans un site, celui du sud, qui fut (en 1956) la proie d'un incendie. Et qu'elles ne peuvent pas faire bon ménage avec les tombeaux présents aux alentours. Une réunion d'urgence a été organisée dans l'après-midi entre les belligérants à la Préfecture de région de Mahajanga, mais elle n'a abouti à aucun consensus. On attend dans les jours qui viennent la suite des événements » [sic]⁴¹.

39. Enquête août 2006 au *doany* Tsinjoarivo, Marovoay, à l'est de la ville de Majunga, lieu consacré au culte Andriamisara.

40. *Madagascar tribune*, 22 juillet 2004.

41. *L'Express de Madagascar*, 3 août 2004, « Pleins feux sur le 2 août », Steve Maniry.

En juillet 2006, lors du grand *fanompoa*, Désiré a célébré ses trente-cinq ans de règne et préparé sa succession (probablement assurée par son fils Anjary âgé d'environ trente-cinq ans, dont le nom signifie « destin »). Les reliques sont toujours conservées au *doany* Miarinarivo de Majunga, lequel est devenu une grande structure de béton, bien solide. Sans vouloir faire de prévision hasardeuse, on ne voit pas comment elles pourraient rejoindre le *doany* bemazava aujourd'hui. La partie bemihisatra est bien ancrée dans le monde politique. En 2006, les princes et partisans bemazava ont assisté au grand rituel. La situation semble être apaisée. Comme le fait remarquer M^e Ducaud, les décisions de justice sont passées comme du vent. Aujourd'hui, nous en sommes à la solution du fait accompli⁴². Mais jusqu'à quand ?

*

Pour conclure, ce procès est un très bel exemple des contradictions issues de l'affrontement de logiques dont les principes s'excluent ou, du moins, sont radicalement étrangers l'un à l'autre. Pendant la période coloniale et jusqu'à la mise en œuvre du processus électoral au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, il a été possible à la République française de conserver un réduit important de sacralité dans un espace relativement étanche, grâce à un système de relais de pouvoir. En tolérant le culte des reliques, le pouvoir étranger a cohabité avec le pouvoir autochtone. Un processus de désacralisation s'est engagé lorsque les nouvelles élites hors des lignages royaux sont entrées en compétition avec les héritiers du pouvoir monarchique. Le signe ou le symptôme majeur de ces changements est le procès, qui, de problème de nature politique devient une simple affaire d'héritage, une affaire de famille, gérée par des avocats étrangers aux Sakalava (merina et français). Lors du grand rituel de 2006, qui a eu lieu au *doany* de Majunga, de nombreuses échoppes se sont installées dans le quartier points de vente de diverses nourritures, boissons, gadgets et *T-shirts* à l'effigie du prince Désiré et du trente-cinquième anniversaire de son arrivée au pouvoir. Les officiels du *doany* se plaignent de cette incursion, en même temps ils en reçoivent bénéfice.

La demande d'expertise, en 1975, suivie de la dissociation des reliquaires de leur contenu, et enfin de la destruction du lieu sacré sont autant d'éléments corroborant l'idée de désacralisation de la royauté du Boina et sont d'une rare violence du point de vue symbolique. M. Lambek (2002) dans son ouvrage « The Weight of the Past » aboutit également à cette conclusion de l'érosion du caractère tabou du culte des reliques et des pratiques *tromba* lui afférant. « As mediums observed, the deliberate transgression of taboos

42. Entretien avec M^e Ducaud, Majunga, juin 1997.

at the shrine could only contribute to a loss of sanctity and power of the relics themselves. » De très belles citations de possédés suivent son propos, témoignages qui nous ont manqué pour saisir les paroles proférées par les grands *tromba* au moment des épisodes les plus marquants de l'affaire dans la première décennie qui a suivi la décolonisation :

« You can't tell something sacred a falsehood and get away with it. Sacred things (raha masina) can always distinguish the truth. In the past, the shrine was like a poison oracle (tangena) used to discern witches. If you drank liquid kaolin from the shrine while swearing falsely, you would die. If you stepped through the forbidden gateway, the red blood gate, without the right to do so, you would fall. But nowadays so many things once forbidden are done, so many rules of the shrines infringed, tant the sacred things can no longer always distinguish truth from falsehood. They are still sacred but no as strongly as before. [...] People are suffering because the sacred power (hasina) is used up. All the taboos are broken now ; everything is changing » (*ibid.* : 223).

Aujourd'hui, les reliques ne parlent plus, les possédés, leurs représentants ne disent rien de cette affaire. L'inefficacité des décisions juridiques prouverait que les reliques elles-mêmes ont perdu leur propre efficacité. Sont-elles encore des *regalia* et continuent-elles de donner la force au prince de combattre ses ennemis ?

Le procès se situe dans la continuité de ces préjugés coloniaux où le roi et le gardien du *doany* ont été considérés comme des sorciers par l'autorité coloniale sans pour autant qu'il y ait eu répression. On n'a pas supplicié comme on l'a fait pour les sorcières du Moyen-Âge, mais l'on a combattu ces modes de pensées devant lesquels on s'est senti parfois dépourvu alors que dans le même temps, on adhérait et affirmait l'idée de rationalité de l'État. Il faut souligner que la justice a été rendue par des magistrats majoritairement venus d'Imerina, étrangers en terre sakalava et héritiers de la monarchie merina qui a toujours considéré les contrées éloignées, et notamment le pays sakalava, comme des pays à haute sorcellerie⁴³. Les pratiques de sorcellerie n'ont pas fait en elles-mêmes l'objet du procès, mais la dimension magique du sacré s'est heurtée aux principes du droit, hérité du système français. La « sorcellerie », lorsqu'elle est évoquée dans le cadre des actes judiciaires, ne l'est que parce que contraire à la conception occidentale du droit et les juges semblent en jouer lors de certaines décisions de justice, mais la dimension sacrale est suffisamment prise au sérieux pour que le procès puisse exister. Même si le caractère inviolable et dangereux de la nature même des reliquaires et des lieux du sacré de l'ancienne royauté sakalava du Boina a été meurtri dans son essence, l'impression est donnée que les conceptions occidentales du droit ont été molestées de leur côté.

43. Voir RAKOTOMALALA (2006 : 230). Dans sa contribution à l'ouvrage de S. Blanchy *et al.*, cet auteur note combien est encore vivace la sorcellerie à Madagascar, et insiste sur le rôle de la rumeur et celui de la jalousie.

Au final, bien peu de décisions de justice ont été appliquées. Cela montre comment, fondamentalement, ces pratiques sont toujours parties intégrantes du système social car, malgré tout, les Sakalava assistent aux rituels, viennent au *doany*, et ces cérémonies ont encore un sens. « Avec l'État moderne, pas plus qu'avec la chefferie ou la royauté, on ne sort du cercle enchanté de la sorcellerie » (Adler 2006 : 235).

UR107 « *Constructions identitaires et mondialisation* », IRD, Bondy.

BIBLIOGRAPHIE

ADLER, A.

2006 *Roi sorcier, mère sorcière. Parenté, politique et sorcellerie en Afrique noire*, Paris, Éditions du Félin.

ALTHABE, G.

1982 *Oppression et libération dans l'imaginaire*, Paris, François Maspero.

BALANDIER, G.

1992 *Le pouvoir sur scènes*, Paris, Balland.

1995 [1967] *Anthropologie politique*, Paris, PUF.

BALLARIN, M. P.

2000 *Les reliques royales à Madagascar. Source de légitimation et enjeu de pouvoir (XVIII^e-XX^e)*, Paris, Karthala.

2003 « Les reliques des rois de l'Ouest malgache. Histoire d'un procès (1957-1997) », *Droit et Cultures*, 46 (2) : 97-115.

BARÉ, J.-F.

1980 *Sable rouge : une monarchie du Nord-ouest malgache dans l'histoire*, Paris, L'Harmattan.

BAYARD, J.-F. (dir.)

1993 *Religion et modernité politique en Afrique noire*, Paris, Karthala (« Les Afriques »).

BEAUJARD, P.

1999 *Madagascar au confluent des mondes austronésiens, bantou et islamique*, Présentation de travaux en vue de l'habilitation à diriger des thèses, Paris, EHESS.

BLANCHY, S., RAKOTOMALALA, J.-A., BEAUJARD, P. & RADIMILAHY, C.

2006 *Les dieux au service du peuple. Itinéraires religieux, médiations, syncrétisme à Madagascar*, Paris, Karthala.

BLOCH, M.

1986 *From Blessing to Violence, History and Ideology in the Circumcision Ritual of the Merina of Madagascar*, Cambridge, CUP.

1997 *La violence du religieux*, Paris, Odile Jacob.

DESLAURIER, C.

2005 « La rumeur du cachet au Burundi (1960-1961). Essai d'interprétation d'une conversation nationale sur le politique, *Cahiers d'Études africaines*, XLV (2), 178 : 545-572.

ESTRADE, J.-M.

1985 [1977] *Un culte de Possession à Madagascar. Le Tromba*, Paris, L'Harmattan.

FAVRET-SAADA, J.

1991 « Sorcellerie » in P. BONTE & M. IZARD (dir.), *Dictionnaire de l'ethnologie et de l'anthropologie*, Paris, PUF : 670-673.

FEELEY HARNIK, G.

1991 *A Green Estate. Restoring Independence of Madagascar*, Washington-London, Smithsonian.

GINZBURG, C.

1992 [1989] *Le sabbat des sorcières*, Paris, Gallimard.

HOBBSAWM, E. & RANGER, T. (eds.)

1992 [1983] *The Invention of Tradition*, Cambridge, Cambridge University Press.

LAMBEK, M.

2002 *The Weight of the Past. Living with History in Mahajanga, Madagascar*, New York, Palgrave Macmillan.

LOMBARD, J.

1988 *Le royaume Sakalava du Menabe. Essai d'analyse d'un système politique à Madagascar, 17^e-20^e*, Paris, ORSTOM (« Travaux et Documents »).

OTTINO, P.

1965 « Le Tromba, Madagascar », *L'Homme*, 4 (1) : 83-94.

POLITIQUE AFRICAINE

2002 n° 86, *Madagascar, les urnes et la rue*.

RAISON-JOURDE, F.

1991 *Bible et pouvoir à Madagascar au XIX^e siècle*, Paris, Karthala.

RAKOTOMALALA, M., BLANCHY, S. & RAISON-JOURDE, F.

2001 *Madagascar : les ancêtres au quotidien. Usages sociaux du religieux sur les Hautes-Terres malgaches*, Paris, L'Harmattan.

RUSILLON, H.

1912 *Un culte dynastique avec évocations des morts. Le Tromba*, Paris, Picard.

SHARP, L.

1996 *The Possessed and the Dispossessed*, Berkeley, University of California Press.

VINCENT, O.

2002 « Les retrouvailles anachroniques d'une communauté avec son fondateur : saintes reliques et définitions territoriales dans la région de limoges », *L'Homme*, 163 : 79-105.

RÉSUMÉ

Dans les royaumes du Menabe et du Boina de l'ouest malgache, la confection des reliques issues des corps des rois, le culte qui leur est rendu à travers la cérémonie du bain, le fait que leur détention soit la condition primordiale du pouvoir contribuent à singulariser la dynastie et le roi, porteur du *hasina*, force d'origine sacrée bénéfique, mais potentiellement dangereuse. La fabrication de reliques à partir des corps des souverains est commune en Afrique, mais est devenue la règle au moment de la formation des grandes monarchies au XVIII^e siècle qui y ont trouvé leur fondement idéologique. Dans la ville de Majunga (région du Boina), les reliquaires royaux sont connus sous le nom « *andriamisara efa dahy* ». Ils ont représenté un enjeu de taille pour tous les régimes qui se sont succédé à la tête de l'île dans la mesure où l'obtention du pouvoir dépend de leur possession et de la garde des clés du *doany*, lieu dans lequel ils sont conservés.

De fait, le pouvoir opérant fondamental des reliques nous conduit vers d'autres chemins à explorer. Avec l'Indépendance, elles cristallisent les turbulences de la nouvelle donne politique malgache, au moins du point de vue local, au travers d'un conflit dont l'enjeu est leur possession. Le contrôle du *doany* et des restes royaux entre dans le domaine du juridique et prendra figure publique, théâtrale, lors d'un interminable procès qui débute en 1957, qui s'est poursuivi sous différentes formes et au travers de plusieurs procédures, jusqu'à nos jours sans que jamais une solution ne soit trouvée. Le débat réel se situe en deçà du discours formel juridique et de façon logique nous changeons de registre. Cet article se propose d'explorer, en trois temps, l'idée d'un déboîtement entre le droit et la réalité au travers des différentes procédures qui se sont suivies depuis la première plainte en justice en 1957. Car, si le roi paraît nu, le culte atteint dans sa crédibilité, il n'en est sans doute rien au vu des derniers rebondissements de l'affaire et du énième refus d'admettre la décision juridique lors de la célébration du grand rituel royal de 2004. Nous pourrions ainsi nous demander sous quelle forme à l'heure actuelle ont perduré ces logiques profondes liées aux imaginaires du sacré.

ABSTRACT

"The Naked King": Perceptions of the Sacred in a Legal Battle. Trials Surrounding the Ragalia of the Sakalava Royalty, Boina, North-West Madagascar, 1957-2006. — In the kingdoms of the Boina and Menabe in West Madagascar, the king was sacred and the universe revolved around him. The power of the king was symbolized by the remains of his ancestors, which were kept as relics in a sacred place and were used to exercise power over the Sakalava people. The preservation of these relics and the cult around them (the ritual of the bath and the practice of spirit possession) allowed the king to make the royalty sacred and to legitimate his power and his authority. This honouring of royal ancestors has been fundamental until today. Boina shrines, in Majunga town, hold the remains of four royal ancestors. They are called "Andriamisara efa dahy". After the 18th century, the possession of the relics and the control over the place where they are kept has represented a major stake for all the political regimes that succeeded one another. Since independence, the issue of the control of these relics has embodied the successive political changes of Malagasy society with a lawsuit which began in 1957 and is still not settled today. This paper will discuss how law has dealt with the sacred relics for 40 years. Nowadays, does it mean that the ancestors' cult, the cornerstone of Sakalava identity, has lost its sacred aura and its magic power? Tensions still exist within royal families in Majunga (although they are less and less tolerated by the people), but we will see how the relics cult still seems to have a strong ideological impact.

Mots-clés/Keywords : Madagascar, Boina, *hasina*, *regalia*, reliquaire, royaume du Menabe, royauté sakalava/Madagascar, Boina, *hasina*, *ragalia*, reliquary, kingdom of the Menabe, sakalava kingdom.